

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : 2 8 NOV. 2025**
- **publication le : 2 8 NOV. 2025**

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 09h00 / Fin : 10h00
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	14/11/2025
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	14/11/2025
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	10	Myriam PARIS – Bertrand BURGER – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Christian ZIMMERMANN – Jean-Laurent KISTLER – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Myriam PARIS – procuration de Céline KERN-BORNI Bertrand BURGER – procuration de Franck FAVRE Jean-Laurent KISTLER – procuration de Yann QUIQUANDON Hervé KRIEGER – procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	2	Éric STRAUMANN – Marie-Astrid VÉRON

PERSONNEL

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE RISQUE SANTE

Les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance.

En application de l'article L. 827-1 et suivants du Code Général de la Fonction Publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Jusqu'au 31 décembre 2024, la participation des collectivités territoriales et établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents est facultative.

Cette participation deviendra obligatoire pour le risque santé à effet du 1er janvier 2026 selon un minimum, à ce jour, de 15 € brut mensuel.

Ces montants pourraient être revus selon la clause de réexamen prévue à l'article 8 du décret n°2022-581 du 20 avril 2022 et les conclusions issues de l'accord de méthode du 12 juillet relatif à la conduite des négociations relatives à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique territoriale.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues issues du décret n°2011-1474 du 08 novembre 2011.

La protection sociale complémentaire comprend deux risques :

- Le risque santé lié à la maladie et à la maternité (mutuelle santé) ;
- Le risque prévoyance lié à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès (principalement la garantie maintien de salaire) – cf. Délibération spécifique prise à ce sujet.

Pour aider leurs agents à se couvrir par une protection sociale complémentaire, les collectivités territoriales ont le choix entre deux solutions :

- Opter pour la procédure de labellisation : en aidant les agents ayant souscrit un contrat ou adhéré à un règlement qui a été au niveau national labellisé. La liste des contrats et règlements labellisés est accessible sur le site des collectivités locales : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/fonction-publique-territoriale/protection-sociale-complementaire> ;
- Opter pour la convention de participation : après une mise en concurrence pour sélectionner une offre répondant aux besoins propres des agents et remplissant les conditions de solidarité prévues par la réglementation. L'offre de l'opérateur sélectionné sera proposée à l'adhésion individuelle et facultative des agents de la collectivité. La convention est conclue pour une durée de 6 ans, avec un seul opérateur par type de risque.

En application des articles 23 et 24 du décret n°2011-1474 du 08 novembre 2011, la participation de la collectivité territoriale est versée sous forme d'un montant unitaire par agent.

Le montant de participation peut être modulé dans un but d'intérêt social, en prenant en compte le revenu des agents (par exemple : en fonction de l'indice de rémunération ou selon la catégorie de l'agent) et, le cas échéant, leur situation familiale.

Le montant de l'aide versée par la collectivité ne pourra excéder le montant de la cotisation payée par l'agent à l'organisme.

De ce fait, le Président invite l'assemblée à se prononcer :

- Sur le dispositif retenu pour chaque risque (procédure de labellisation ou convention de participation) ;
- Sur le montant de participation de la collectivité pour le risque santé.

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial du 23 octobre 2025 ;

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **DÉCIDE** de participer au risque santé à compter du 01/01/2026 ;
- **DÉCIDE** de retenir la procédure de labellisation pour le risque santé ;
- **DÉCIDE** de verser pour la participation à la complémentaire santé un montant identique à tous les agents à savoir 15 € par mois et par agent. Le montant de participation ne pourra excéder celui de la cotisation acquittée par l'agent, les différents employeurs de l'agent devront donc se coordonner en conséquence ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, chapitre 012.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

